

## Rencontres nationales du logement et de l'habitat

### Le philosophe et l'architecte

Jean-Paul Curnier et Rudy Ricciotti, deux libres-penseurs qui planchent sur un sujet qui fâche, le logement – et pire encore, le logement social –, aboutissent dans la poésie à une réhabilitation du peuple par la poésie



Invités pour les quatrième<sup>s</sup> Rencontres nationales du logement et de l'habitat qui se tenaient en Avignon en décembre, Rudy Ricciotti, architecte, et Jean-Paul Curnier, philosophe et écrivain, se prêtaient à un dialogue singulier, cherchant à réhabiliter le peuple par la beauté, en quête d'une pensée collective à la fois sensible et révoltée.

Jean-Paul Curnier: Certains se posent peut-être la question de savoir quel peut être le rapport entre la philosophie et le logement social ou, en tout cas entre la philosophie et la crise du logement. Chose qui semble plus facile à imaginer en ce qui concerne un architecte. Je voudrais donc, pour ce qui me concerne, donner une réponse rapide là-dessus pour commencer.

En premier lieu, concernant la question de savoir ce que c'est que la philosophie - si c'est une spécialité du savoir ou du questionnement et comment on "est" philosophe ou comment on intervient "en philosophe" sur tel ou tel sujet - je répondrai que l'art philosophique s'apprend comme le reste, évidemment, mais qu'il se construit par la suite d'une manière toute personnelle. On n'est pas philosophe "par nature" mais par la pratique du questionnement; la philosophie, c'est par-dessus tout une affaire d'entraînement quotidien.

Quant à ce qui nous occupe ici, je veux parler des politiques publiques d'aide aux plus démunis pour les aider à se loger de manière décente et pour eux abordable, donc de ce que l'on appelle la politique du logement, il est bien clair que le rôle que peut jouer un philosophe n'est pas de trouver des solutions à la place des très nombreux experts, spécialistes et autres responsables publics du logement mais avec eux d'examiner les questions qui se posent à nous et la façon que nous avons d'y répondre. Façon qui n'est pas nécessairement la mieux ajustée à la situation. Questionner donc, mais avec pour horizon l'intérêt public. Ce fut le rôle dès sa naissance qui a incombé à la philosophie grecque dont nous sommes les héritiers directs et qui a pour bas le fait que si les hommes sont bel et bien libres de construire ensemble leur avenir et que celui-ci ne dépend pas d'un être suprême qui dirige tout, alors il faut non seulement réfléchir aux problèmes qui se posent à nous mais aussi à la façon que nous avons de poser et de chercher à résoudre ces problèmes.

Ainsi, il ne me semble pas qu'il faille penser uniquement la réponse à l'actuelle crise du logement en termes de réglementation et de normes, d'allègement des contraintes, de respect ou non des règles héritées des situations antérieures, parce que la question de l'aide publique au logement n'est pas d'abord technique; elle concerne en premier chef l'actualité de notre rapport à l'aide publique d'une part et la signification que nous donnons à l'habitat, d'autre part. Du reste, les limites "opérationnelles" montrent bien que le débat se situe ailleurs, non seulement dans le champ politique, mais également moral et esthétique.

Quelles sont les grandes figures de pensée que convoque la question du logement social? Avant tout, celle du peuple, de sa souveraineté dans notre démocratie et du sort qui lui est réservé.

Or si nous nous en tenons à la seule situation en France du logement collectif, nous sommes bien obligés d'en conclure que ce qui est malmené à travers lui, c'est le peuple. Que signifie donc en réalité et pour une société entière l'effort pour le logement social à partir du moment où, à travers lui, c'est le peuple qui est malmené? Quelle est son image, quel est le statut qui lui est affecté derrière les invocations de justice sociale, de respect et de souci pour le sort des plus humbles? Il se trouve qu'à bien des égards, le peu de soins, le peu de qualité et d'empressement mis à l'équipement d'une société en termes de logements sociaux doit être mis en rapport avec l'image qu'ont les gens de faible revenu dans cette société. Et cette image est celle de l'échec, comme si l'aspect des cités devait absolument refléter le jugement que cette même société porte sur ceux qui n'ont pas réussi à se faire une place au soleil, c'est-à-dire à s'extraire de leur condition d'origine. Comme si l'élégance et le confort devaient sanctionner la réussite sociale uniquement et qu'il soit immoral d'affecter de l'élégance et des soins à des logements pour des perdants qui n'ont pas réussi à sortir de leur condition de pauvres.

C'est ici qu'intervient le beau comme impératif politique, et il est la manifestation de bien autre chose que l'idéal de la jolie maison de la jolie

famille, avec un joli jardin, etc. tout cela d'une platitude terrifiante, non? Voilà pourquoi nous avons quelquefois besoin de la philosophie, pour changer la façon de poser les problèmes lorsque les solutions apportées ne conviennent pas.

Rudy Ricciotti: Ainsi, on n'est pas philosophe par nature mais par entraînement... Je trouve cette formule fabuleuse. Et je me dis *"architecte c'est quoi?"* J'ai envie de répondre *"on n'est pas architecte par nature, au minimum par entraînement, mais surtout par croyance, par conviction"*. Je préfère la dimension mystique du mot "croyance" parce qu'il s'agit d'un métier militant. Un métier de danger aussi, où l'on s'expose à des responsabilités collectives, juridiques, économiques, de savoir faire. C'est là que j'entends les exigences que nous devons avoir, pour cette pratique professionnelle qui consiste à faire du logement social, puisque ce sujet est déterminant s'il s'agit de comprendre ce qui se joue dans l'habitat. Alors, *"oui, tu as fait le Louvre, le Mucem, le stade, des salles de spectacle... Tu ne fais pas du logement social"*.

Pardon? J'en fais beaucoup et j'affirme que les confrères qui travaillent dans le logement social sont méritants. C'est un labeur terrible de faire du logement social, une abnégation, mais aussi un don d'énergie. Je reconnais dans cette assemblée quelques confrères ici qui se sont éreintés sur cette question-là, notamment André Jollivet... Pourquoi "éreinés"? Parce que les architectes savent très bien que ce n'est pas sur le logement social qu'ils feront de la croissance économique. C'est no limit à perte. Voilà la question à se poser, parce que l'on doit faire face à des combats.

L'architecture est un combat par nature, mais dans le logement social, on combat contre l'absurdité. On se situe au bord de l'absurde, au bord des raisonnements de Raymond Devos! C'est-à-dire: comment travailler des contradictions, des contradictions juridiques? Comment travailler ce que j'appelle la "pornographie réglementaire", cette hyper-réglementation, qui impose de dépenser toujours plus d'intelligence dans l'adversité réglementaire. Là où on ne devrait pas la mettre? En une douzaine d'années, le coût du logement social a doublé; les surfaces n'ont pas doublé, le confort n'a pas doublé, le bonheur d'y vivre non plus. Que s'est-il passé? Le logement social a pompé l'énergie collective et ses coûts de production pour fabriquer une dépendance technologique, lorsqu'il fallait la désobéissance technologique. Pourtant, personne ne s'y est opposé. Aujourd'hui, tous les architectes sans exception dénoncent.

L'outrance réglementaire use jusqu'à la moelle, je dis bien jusqu'à l'os, les conditions de production du logement social. C'est terrifiant. A maintenant soixante-deux ans, je me dis que peut-être, avant la retraite, je verrai une époque où on n'arrivera plus à produire du logement social du tout. À cause de la rareté du foncier, du maelström juridique sur le droit à bâtir. Et puis à cause de la barbarie qui tourne autour. Je ne ferai pas l'énoncé des difficultés que l'on rencontre à produire du logement social. L'inventaire est inutile parce que la question qui compte est: *"comment combattre cette violence qui a contextualisé l'ensemble des raisonnements autour du logement, de sorte qu'il n'y ait plus de plaisir à habiter le logement social?"* Évidemment, il y a bien quelques-uns parmi vous, acteurs de l'habitat, qui se révolteront par un bêlement caprin, en vociférant complaisamment: *"mais non, moi j'ai fait de beaux logements sociaux. Ils sont contents, mes locataires"*.

Entendez je vous prie: le logement social est extrêmement cher. Je ne pointe pas le coût de construction, mais celui de l'exploitation des fonds du logement social. La distinction est essentielle. Toute la chaîne du logement marge sur le logement social, et au premier chef l'État. 10 % de TVA: ça se ressent sur le prix de vente du logement. Et si vous ajoutez à la "valeur ajoutée" toutes les TVA intermédiaires depuis l'acquisition du foncier, en passant par la maîtrise d'œuvre, les entreprises, les corps d'état séparés jusqu'aux entreprises générales, le producteur de logement social également... ça marge sur le logement social! Aujourd'hui, de nombreuses entreprises fabriquent du logement social. Il existe même des développeurs qui montent des sociétés, qui les revendent à d'autres etc. La situation est incroyable, dès lors qu'on veut bien se rappeler la mission assignée au logement social.

C'est un bon fromage, le logement social! Grosso modo, sur le prix de vente, on doit finalement se rapprocher dangereusement des 25 % de taxe, avec seulement 10 % affichés... Et que l'on ne vienne pas me dire "non mais attention, en retour il y a l'APL. Il y a des locataires au RSA". L'APL est une contribution sociale des travailleurs français. Quand même, il faut aussi le voir comme ça. Alors voilà, ouvrons ce dialogue sur l'habitat par un petit coup de paranoïa sur le dispositif, pour essayer d'y voir un peu plus clair! Celui qui plante les arbres est sous-traitant du lot espaces verts, lui-même sous-traitant du lot VRD, lui-même sous-traitant de l'entreprise générale, elle-même travaillant pour le promoteur développeur, lui-même travaillant pour l'institution bailleur propriétaire qui ensuite après avoir margé, loue aux occupants. A l'arrivée on construit à 1000 € du m2 revendu à 3000 €/ m2. Qui s'étonne que le tronc de l'arbre planté ne fasse que 3 cm. La délégation de service opérant comme transfert fragmenté de responsabilités, tout baigne!

Jean Paul Curnier: Voilà donc illustrée l'impasse très concrète d'une question pourtant très simple: "Est-ce que, à la base du raisonnement des responsables, le collectif et le social méritent d'être réhabilités – 'requalifiés' pour reprendre le langage des urbanistes – ou pas?" Car fondamentalement, la question se pose ainsi. L'une des premières réponses vient du fait que, dans cette situation où les nombreuses étapes intermédiaires épongent tout l'argent disponible, il ne reste plus un centime pour sortir du strict minimum.

Pour installer des serrures et des ferrures de meilleure qualité, comme réussissait, par exemple, à le faire Fernand Pouillon (1912-1986), un très grand architecte qui pratiquait la somptuosité dans le social par la réduction des coûts. Dans ses bâtiments, dont de nombreux logements sociaux dans le sud-est de la France, la beauté nous frappe encore. Mais si l'architecte est aujourd'hui admiré et célébré, l'homme, lui, a payé cher ce goût de l'élégance pour les plus déshérités, osant contourner les normes pour garantir le résultat. Quel scandale! Quatre ans de prison, l'opprobre, le déshonneur public... Sans avoir contourné les normes, où en serait-on? En appliquant docilement la grille des besoins "officielle", combien d'autres casiers à lapin, de cages à poule, de mépris pour les faibles et d'inhumanité du décor? Parce qu'elle vient bien de quelque part, cette inhumanité du décor, cette laideur dans le dépouillement, cette affectation du minimum esthétique vital. L'individu à lui seul, ne peut pas surpasser, par son unique ressort, sauf à contourner les règlements, une telle situation à la limite de l'asepsie.

Alors, quelle place laisse-t-on au collectif, que signifie-t-il encore, au moment où le modèle de l'individu a fini par devenir primordial? On peut aborder cette question en cherchant à identifier ce qui au préalable a disqualifié la dimension collective de l'habitat et du mode de vie qui va avec, au point qu'aujourd'hui le glissement progressif a conduit à un problème crucial. Le collectif n'est plus considéré aujourd'hui comme ce

qu'il est en réalité, c'est-à-dire comme la ressource de force humaine élémentaire, c'est-à-dire comme la matérialisation dans l'espace, dans la vie de ce qu'est, en fin de compte, la société: une réserve d'énergie, de puissance et de protection. Pourtant, le collectif, qui est en fait la manifestation du peuple dans l'espace, est le détenteur souverain des valeurs qui sont au principe des lois fondamentales de la République et de la Démocratie. Quand on constate que, dans un pays où le souverain, c'est le peuple, on traite le peuple aussi mal, un tel paradoxe mérite qu'un philosophe se mette à réfléchir à cette question: comment un pays peut-il arriver à traiter son souverain d'une manière aussi scandaleuse, et pourquoi?

On se souvient que dans la France d'après-guerre, on n'était pas censé habiter en HLM jusqu'à la fin de sa vie. Pendant la période en logement social, on devait réussir au travail, suivre le sentier de la promotion sociale. On devait pouvoir passer de la situation d'ouvrier qualifié à celle chef d'équipe, puis, peut-être même, de contremaître, etc. On aurait un pavillon, une maison à soi, on aurait quelque chose qui, dans l'espace, signifierait la réussite personnelle. A sa manière, l'espace a aussi sa signalétique: dans une société de concurrence, donc d'arrachement au collectif, la marque de cet arrachement à l'anonymat de l'origine est l'habitat individuel. Mais nous venons de dépasser ce stade: aujourd'hui, la promotion sociale par le travail ne fonctionne plus. Cette histoire est finie.

On ne peut plus se dire aujourd'hui: *"Aller. On s'entasse tous dans le HLM pendant dix ans, j'en mets un coup à l'usine et puis après on se paiera un pavillon de banlieue et on s'en sortira. Non, ça, ce n'est plus la peine d'y réfléchir. Il y a dans les HLM aujourd'hui, des gens qui n'ont aucun espoir d'habiter ailleurs, comme dans les lotissements, ce mode d'habitat collectif horizontal au lieu d'être vertical, dont la laideur est horizontale au lieu d'être verticale. Comme une affaire de cimetière... on s'y enterre. On installe des tombes au sol avec des stèles de fabrication industrielle."*

L'ancien circuit promotionnel n'a su créer pour le peuple que des périphéries: un éloignement sans fin de sa condition d'origine, social et spatial. Cette observation interroge: le modèle urbain centre/périphérie, qui fonctionnait sur les possibilités de promotion produites par l'industrie correspond-il encore à la situation contemporaine? Depuis peu, on semble redécouvrir les avantages des centres-villes, dépeuplés, appauvris mais toujours riches en ressources. Leur attrait retrouvé tient justement dans ce qu'ils sont essentiellement des lieux d'habitat collectif (ce qui passe le plus souvent inaperçu): une réunion de commerces et de services à proximité, des facilités de transport, un sentiment plus accentué de proximité humaine.

Plus de calme, de lenteur aussi... Les enfants se rendent à l'école à pied. Quelle simplicité! Mais cette aspiration à retrouver le goût de la forme collective antique nous invite évidemment à penser que l'avenir est forcément ailleurs que dans la relation centre périphérie comme échelle de la réussite et de l'échec. La civilisation industrielle du XIXe et de la première moitié du XXe siècle a changé les conditions d'habitation, qui sont devenues le marqueur de l'évolution de la société tout entière, de ce qu'on appelle les modes de vies. Quels sont donc les contours de cette "autre signification" de l'habitat, qu'il s'agirait de rendre plus visibles pour tous? Surtout: qui doit prendre en charge la question du logement telle qu'elle se pose aujourd'hui, à la fois dans l'urgence et selon une toile de fond où le sens des mesures et des opérations engagées il y a trente ou quarante ans n'est plus du tout le même aujourd'hui.

Il faut prendre quelques précautions pour aborder cette question. Car on risque de voir vite débouler la "bonne solution pour tous", rapide, concoctée en groupes d'experts, avec un décret ou un vote au parlement. Non, la bonne solution, ça n'existe pas. En revanche, des solutions, plus il y en existe, plus il y en a qui se cassent la figure, évidemment, mais plus aussi il y a de chances pour qu'elles recèlent des formes plus adaptées dans une situation d'ensemble qui ne peut plus être gérée par solution de masses. Et plus il y en a qui réussissent. Et plus on mélange tout ça, plus on arrive non pas à la bonne solution mais à cet état d'esprit qui trouve des solutions. Ainsi, la bonne méthode devant la situation que nous connaissons, n'est pas de réunir une commission des sages de plus; le problème fondamental est de parvenir à se mettre collectivement en mouvement et d'y associer les intéressés.

La véritable disposition d'esprit productive, c'est de remettre en route la pensée – celle qui n'est pas le pré carré de quelques-uns – et ce qui va avec la pensée: le risque des échecs, la profusion des pistes. Se refuser au risque d'échec, comme le fait de ne pas oser des expérimentations, est une folie furieuse. On peut même le considérer comme un acte criminel! Prenons un exemple très concret: si vous regardez ce que sont les grandes tendances, les aspirations des uns et des autres, surtout chez les chômeurs, surtout chez les gens qui n'ont pratiquement plus d'espoir de retrouver un boulot dans le circuit industriel qui les a formés et pour lequel ils ont été formés, vous voyez une recherche de plus en plus répandue d'avoir un jardin, un lopin de terre, un carré d'autosubsistance.

Voici un exemple de désaliénation au sens marxiste du terme. Avoir encore un geste productif dont on décide de la finalité, dont on peut dire: *"Je l'ai choisi, je l'ai voulu, je l'ai créé. Il y a quatre œufs, c'est moi qui élève les poules. Je ne suis pas séparé de tout ça et de cette façon je reprends corps avec l'existence même avec très peu d'argent. Je ne suis pas qu'une sorte de machin, de 'bouchon qui flotte sur la mer' ".* On comprend aisément que ce genre d'initiative, en apparence individuelle, s'inscrit en fait dans une représentation d'ensemble et constitue une action qui a un sens quant à la vie sociale aujourd'hui, ce qu'elle apporte et ce qu'elle n'apporte plus.

C'est finalement à l'opposé de la conception des villes nouvelles, la fausse solution à ne pas reconduire, celle d'une époque révolue. L'idée de continuer à construire d'immenses métropoles organisées autour de pôles industriels n'a plus de sens, intuition confirmée par les friches cadavériques des grandes usines qui se multiplient. Mais attention, l'idée plus récente d'une métropole connectée, remplie de jeunes cadres dynamiques surfant sur le tout numérique n'est pas plus une promotion pour le peuple. Il en a même disparu. Femme de ménage invisible traversant la région parisienne pendant la nuit. Magasins trop chers des quartiers animés, sélection naturelle des consommateurs.

Alors, où chercher cette vie matérielle et terrienne, cette sensation qui affleure dans l'expression "vie quotidienne"? Je trouve que l'idée d'inventer des "villages nouveaux" mérite grandement d'être examinée. Expérimenter avec une saisie foncière ou un autre moyen dont l'administration a le secret, récupérer des terres agricoles pour constituer ce que pourraient être de nouveaux villages agricoles collectifs, décidés collectivement, pensés collectivement, avec une forme d'organisation collective préalable sur ce que peut être la fonction d'un habitat

de ce type, et la fonction du travail. Car dans ce cas, on ne retrouverait plus la vieille distinction moderniste entre l'habitat, le travail, les services, etc. Et même la "culture" ne se distinguerait plus, parce qu'il est culturel au plus haut niveau de reprendre possession de ses moyens d'existence et de leur sens.

Une telle démarche me paraît fondamentalement culturelle. Elle répond de surcroît, mais presque incidemment, à l'affirmation de la dimension environnementale, devant laquelle la pensée dominante reste encore interdite. À partir du moment où l'on recommence à donner du sens à ce que l'on fait - et ce, même pour de maigres revenus -, le revenu n'est plus central, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Ce qui est central, et de plus en plus aujourd'hui, c'est l'intérêt que l'on porte à l'existence même et la réalité à laquelle on se confronte.

En résumé, le problème fondamental tient dans la requalification du collectif. Je dis bien la "requalification", portez cette idée comme un objectif de civilisation, sauvez ce qui reste du collectif et organisez la véritable présence du collectif comme quelque chose de magnifique! Parce qu'il est détenteur de l'existence, du langage, des conditions générales de la perpétuation de l'espèce humaine. Ce n'est pas l'individu: pour être un individu, il faut que le collectif le permette et en donne les moyens.

Rudy Ricciotti: Il y a deux mois de ça, j'étais invité Place du Colonel-Fabien au Parti communiste pour un débat sur la cité. À côté de moi, il y avait un théoricien chercheur labellisé expliquant *"la banlieue des années 60/70 fut le territoire de la spéculation immobilière, de l'anarchie, du manque de vision, du manque de planification, etc."*. Évidemment, tout le monde applaudit. Dans la conscience molle de la gauche, dire des trucs comme ça fait son effet. J'interviens ensuite en disant "pardonnez-moi, les années 60/70, la banlieue, à cette époque-là, il y avait des PLU qui s'appelaient les Plans d'occupation des sol élaborés par les DDE (l'État) qui étaient votés par les conseils municipaux, leurs maires en tête signaient les permis, donc tout était planifié! Avec des opérateurs, des constructeurs et des organismes de logement social, des maîtrises d'ouvrage constituées: tous les permis de construire étaient signés par des architectes en vogue.

Il n'y a rien d'anarchique, rien d'hasardeux. C'est totalement responsabilisé. On pourrait dire donc que notre responsabilité est collective. Dans les années 60/70, je n'étais pas architecte mais ça va, je me mets dans la mêlée aussi. Notre responsabilité est collective". Évidemment, il y a eu zéro applaudissement. Difficile à entendre... Mais bon, la culture de rond-point a plus d'écho que la culture d'expérience! C'est comme ça. Le modelé universitaire français a pris le dessus sur le modèle politique.

Jean-Paul Curnier a soulevé la question de l'exil de la beauté. Il n'ose pas prononcer le mot parce qu'il sent que c'est fatal, mais c'est bien de cela dont il s'agit. Le logement social en particulier raconte l'exil de la beauté. Il ne faut pas la confondre avec le confort: quand j'étais minot, dans les années 50, j'habitais dans les HLM, c'était à l'époque du Gerflex. Je faisais venir tous mes copains pour voir le Gerflex que j'avais au sol! Il était en couleur. On était tous ébahis quand même. Je tiens à préciser, je ne fais pas le procès des architectes et des maîtres d'ouvrage des logements sociaux, parce que chacun y va de sa bonne volonté, y compris les entreprises, qui dégagent de faibles marges, tellement elles sont dévorées par la sur-réglementation totalement hystérique. Mais les résultats n'étant pas la hauteur, il faut essayer de chercher ailleurs les solutions.

Par contre, ce n'est pas dans le logement privé qu'on trouvera des solutions. En l'espèce, ma religion est faite. D'ailleurs, si le logement social pouvait être privatisé, je vous encouragerais tous à acheter, parce qu'il est bien mieux traité que dans le logement privé. Je me souviens il y a vingt ans de cela, je participais à un colloque avec des confrères à Madrid. On prend le bus et on fait le tour de banlieue. Puis on visite les logements sociaux et je découvre, si j'ai bien compris, que les locataires en Espagne au bout de vingt ans deviennent propriétaires. Et comme par hasard, les pieds d'immeubles étaient bien traités. Je me rappelle avoir vu des treilles de glycines magnifiques et je me suis dit *"pourquoi à Marseille ce n'est pas comme ça? Il n'y a rien qui pousse, c'est rasé"*.

On m'a répondu *"tu comprends, le type qui est au balcon, s'il y en a un qui vient et qui n'aime pas la glycine et veut la vandaliser, il descend et il lui met un coup de boule"*, *"ah!"* Pourquoi parce que les locataires deviennent propriétaire au bout des loyers. Ça change les rapports sociaux, le rapport à la propriété spatiale, le rapport au pied d'immeuble, c'est-à-dire en clair l'embourgeoisement des signes. En la matière, les architectes ont une responsabilité collective: il faut cesser de se comporter comme des rats morts, des ersatz tardifs de la modernité! Elle a cent ans d'existence la modernité, cette histoire de la rupture. Nous devons en terminer avec l'idéologie de la modernité. Elle va de pair avec le rationalisme constructif: c'est une arnaque. Lorsque j'étais étudiant en architecture, j'avais des profs' évidemment tous de gauche. Cyclistes, végétariens, non-fumeurs et café le matin, habitants les beaux quartiers. Ils me disaient *"tu fais des projets trop compliqués"*, *"pourquoi monsieur?"*, *"il faut faire des trucs simples"*, *"pourquoi?"*, *"heu, pour réduire le coût de main-d'œuvre"*. Quels salauds!

Cet objectif cardinal de réduire les coûts de main-d'œuvre ne me convient pas du tout. Ma fascination comme architecte est justement d'augmenter la part de main-d'œuvre pour réduire le coût consumériste. Finalement, il n'y a plus que cela, après 34 ans d'exercice, qui me passionne dans ce métier! Créer une complexité qui génère l'emploi local sur une chaîne courte de production, des coûts de main-d'œuvre territorialisés afin de reconstruire une mémoire territoriale et sociale, afin de partager un luxe commun. Vous savez, ce n'est pas le béton qui est froid, c'est la réduction du langage, la disparition des signes, la disparition de la narration, de la poésie; j'ose prononcer ce mot, un mot très ambigu.

Oui, un logement a besoin de narration et de récit. Il y a une quinzaine d'années je suis allé à l'Estaque. Il y avait un très grand maire à l'Estaque, communiste. Je vais voir un programme de logement social et je remarque des façades recouvertes de petits cassons décoratifs, années 1930. J'étais resté émerveillé. Je me suis dit *"mon Dieu, mais quelle tendresse"*. Il n'y avait rien de particulièrement inventif sur la formulation du logement, puisque tout est tellement normé. On ne peut pas réinventer une salle de bains, une cuisine ni une terrasse, tout est criblé avec la même haine sourde de l'utilisateur. Alors il restait quoi? Un travail à la limite du langage, à la limite de l'horizon politique, à la limite de l'horizon romantique. Voilà, c'est ça que l'on attend aussi du logement, un peu de maniérisme afin de tuer la vocifération architecturale.

Jean-Paul Curnier: Ce que tu appelles la beauté, justement et avec raison, n'est pas une question d'esthétique, dans le sens où il ne s'agit pas

de savoir si c'est beau pour les uns, moche pour les autres. La beauté se joue dans la qualité que l'on confère aux matériaux, dans ce geste, c'est-à-dire dans le rapport entre les matériaux et ce qu'on nomme rapidement la fonction. Dans le logement social, qui a pour fonction de loger le peuple, la beauté exprime ainsi cette considération du peuple. Aussi, je crois qu'il y a non seulement un exil de la beauté dans l'architecture comme tu le pointes, mais également un scandale politique de la beauté dans notre démocratie. Le scandale est que le peuple se sent redevable devant le pouvoir parce que le pouvoir serait bienveillant.

Le peuple ne se voit pas comme le dépositaire des valeurs fondamentales et des vertus de la République, il se sent le bénéficiaire de l'état. Partant, on ne peut pas donner à des chômeurs des choses qui pourraient paraître belles, je ne dis pas seulement qu'elles le soient, mais si elles pouvaient le paraître, parce que cela voudrait dire que l'on privilégie des gens qui n'ont pas mérité. On désavouerait tout le circuit de la promotion sociale. On en est toujours là, et c'est même pire. Mais inversement, il ne suffit pas de détruire les grands ensembles, qui représentent le peuple dans le bâti, pour le faire disparaître des quartiers et feindre ainsi qu'il n'existe plus.

Prenons l'exemple extrême des personnes en grand dénuement, exclues. Il existe un collectif qui s'appelle le Pérou, le Pôle d'exploration des Ressources Urbaines. Dans les bidonvilles qui se multiplient en France avec l'aggravation de la crise, des architectes, des designers etc. étudient des conditions de logement et de construction d'habitation pour les sans-abri qui ne soient pas misérabilistes, qui ne portent pas en elles les signes ostentatoires du misérabilisme, c'est-à-dire la stigmatisation du *"tu es pauvre et il faut que ça se voit partout"*; car en fin de compte, il faut bien que l'on voie la charité la générosité, cet insidieux pouvoir vis-à-vis des démunis qui se traduit par cette forme de misérabilisme ostentatoire de l'habitat social que l'on connaît. Ce dont il s'agit, c'est de ne pas se couper de l'une des composantes de notre communauté humaine et de notre continuité humaine. La question de fond qui se pose à nous est: comment peut-on être humain si on ne traite pas les autres comme des humains?

Quelle humanité réside en nous lorsque l'on traite des êtres humains comme des parasites en les rejetant d'une mairie à l'autre à coup de bulldozer et en se disant *"ouf, on s'en est bien débarrassé"*. Se débarrasser de quoi? On devrait peut-être les tuer, mais on n'en a pas le courage. Il faut le dire. C'est pour ça qu'ils vont d'une mairie à l'autre. Le PEROU travaille actuellement à un autre projet, à Avignon précisément, à l'ancien centre de tri postal et qui envisage justement la beauté en prévoyant un centre d'hébergement qui soit aussi un lieu de fréquentation du centre-ville. Non pas comme une curiosité exotique où l'on voit des bêtes sauvages, mais comme l'expression d'une pensée architecturale, une pensée d'aménagement, que l'on vient voir parce qu'on y est bien et parce qu'elle honore ceux qui l'ont rendue possible et menée à bien. Face à cette intention on entend répondre: *"Quoi? Pour des sans-abri? Des gens qui n'ont pas la nationalité française, qui n'ont pas de permis de travail, qui n'ont pas leur carte machin? Vous allez faire un centre qui deviendrait attractif et modèle? Vous vous rendez compte?"* *"Mais oui bien sûr, c'est ça l'enjeu expérimental"*.

Plus généralement, l'enjeu d'ordre expérimental de l'habitat n'est pas de changer les serrures dans les HLM, même si le droit inaliénable à la beauté est fondamental. L'enjeu expérimental consiste à reconsidérer dans un large mouvement de pensée, y compris avec les citoyens, ce qu'est le logement aujourd'hui dans les rapports familiaux et les rapports sexuels qui ne sont plus tout à fait les mêmes qu'auparavant, dans les rapports masculin/féminin, parents/enfants, dans les rapports au travail. Et ce, alors que l'appartement HLM est grandement l'héritier de la discipline du patronat des industries du XIXe siècle. C'est pourquoi l'expérimentation ne peut être que d'une vaste ampleur dans son dessein.

Il faut y aller à fond, et même à fond de train, en commençant par remettre en question tout ce qu'on a connu comme échecs, comme erreurs, et comme réussites aussi, tout ce que l'on voudra. Avec l'outillage pour formaliser, accompagner le débat, en comités et autres cellules de réflexion... ce n'est pas une question de méthode. La véritable Révolution c'est de requalifier le peuple et de le requalifier visuellement dans les conditions qui lui sont faites au plan de l'habitat. Mais pas sans lui, pas comme une œuvre de bienfaisance.

Publié le 16/01/2015

Rubriques : Art & culture | Collectivités | Diversité | Politique | Social | Solidarité